



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Le Ministre

Luxembourg, le 17 décembre 2020

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes
à
Monsieur le Ministre aux Relations avec le Parlement

Je vous prie de bien vouloir trouver en annexe, la réponse à la question parlementaire n°3164 posée par l'honorable Député Monsieur Gusty Graas.


Jean Asselborn

**Réponse de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes
à la question parlementaire n° 3164 du 18 novembre 2020
déposée par l'honorable Député Monsieur Gusty Graas**

Réponse à la question 1 :

Les incidents récents au passage d'El Guergerat sont en effet préoccupants. Suite au regain des tensions, il paraît que les parties se soient conformées de nouveau au cessez-le-feu, en place depuis 1991. Il n'en reste pas moins qu'il faut continuer d'œuvrer en faveur d'un règlement pacifique de la question du Sahara occidental, qui est posée depuis 1975.

Réponse aux questions 2 et 3 :

Le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité Josep Borrell s'est entretenu le 15 novembre 2020 avec les Ministres des Affaires étrangères du Royaume du Maroc Nasser Bourita et de l'Algérie Sabri Boukadoum (le communiqué de presse est joint en annexe).

Lors de ces appels, le Haut représentant a réitéré le plein soutien de l'Union européenne à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO). La résolution 2548, adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies le 30 octobre 2020 a prorogé le mandat de cette Mission pour une année, jusqu'au 31 octobre 2021. Le Conseil de sécurité demande par ailleurs aux parties de reprendre les négociations sous les auspices du Secrétaire général des Nations Unies, et invite les États membres à prêter le concours voulu à ces négociations.

L'UE continue d'appuyer les efforts en vue de trouver un règlement pacifique à la question du Sahara occidental. Dans ce contexte, la nomination d'un nouvel Envoyé personnel du Secrétaire général, suite à la démission de Monsieur Horst Köhler en mai 2019, serait d'une importance primordiale.

Un site officiel de l'UE

Comment le vérifier?



FR



Sahara occidental: Borrell s'entretient avec Bourita et Boukadoum

Brussels, 15/11/2020 - 17:43, UNIQUE ID: 201115_2

Press releases

Le Haut représentant Josep Borrell s'est entretenu ce dimanche 15 novembre avec les Ministres des Affaires étrangères du Royaume du Maroc Nasser Bourita et de l'Algérie Sabri Boukadoum, afin de s'informer des derniers développements dans la zone de El Guerguerat, suite aux derniers événements qui s'y sont déroulés.

Le Haut représentant a rappelé à cette occasion le plein soutien de l'UE aux efforts des Nations Unies et de son Secrétaire Général en vue de trouver un règlement pacifique à la question du Sahara occidental, dans le respect des résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité des Nations Unies et tout particulièrement de la dernière résolution (2548) adoptée le 30 octobre 2020. Dans ce contexte, il a souhaité une reprise rapide des discussions sous la conduite des Nations-Unies et d'un nouvel Envoyé personnel du Secrétaire Général des Nations Unies pour le Sahara occidental.

Le Haut représentant a notamment souligné l'importance primordiale de veiller au respect des accords de cessez-le-feu en place depuis 1991 et réitéré le plein soutien de l'UE aux efforts de la MINURSO à cette fin. Dans ce cadre, le Ministre des Affaires étrangères marocain a assuré le Haut représentant de l'attachement de son pays au respect du cessez le feu.

Le Haut représentant a aussi tout particulièrement insisté sur la préservation de la liberté de circulation et des échanges transfrontaliers dans la zone d'El Guerguerat, et son impact important sur toute la région du Maghreb et du Sahel, région d'importance stratégique. Une solution politique à la question du Sahara occidental est essentielle pour la coopération régionale entre les pays du Maghreb, la stabilité, la sécurité et la prospérité de la région, et ce encore plus au regard des difficultés économiques actuelles à la pandémie du Covid-19.